

Allianz DomiDurable 2

SCPI DE LOGEMENT DISPOSITIF FISCAL SCELLIER BBC

Rapport annuel 2018

immovalor 
GESTION
Membre d' Allianz 

Sommaire

ORGANES DE GESTION ET DE CONTRÔLE	6
RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION	7
COMPTES	20
ANNEXE	25
RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	29
RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	30
RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	33

SOCIÉTÉ CIVILE DE PLACEMENT IMMOBILIER

au capital de 47.575.000 €

Siège social : Tour Allianz One – 1 cours Michelet – CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex

535.078.562 RCS Nanterre

La note d'information a reçu le visa AMF n° 11-34 du 07/10/2011.

ORGANES DE GESTION ET DE CONTRÔLE

Société de gestion de Portefeuille

Immovalor Gestion

Société anonyme au capital de 553.026 €

Siège social : Tour Allianz One – 1 cours Michelet – CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex

328 398 706 R.C.S. Nanterre

Agrément AMF : GP - 07000035 du 26/06/2007.

Jean-Pierre QUATRHOMME : Président Directeur Général

Jérôme GUIRAUD : Directeur Général Adjoint

Jérôme CASTELNAU : Directeur Général Adjoint

Conseil de Surveillance

Président :

Allianz Vie
représentée par Monsieur Christian CUTAYA

Membres :

Monsieur Franck PIVERT
Monsieur Jacques RAFFAULT
Monsieur Pierre REFOUVELET
Monsieur Clément SARTER
Monsieur Yannick SAUVEBOIS
Immovalor Gestion
représentée par Monsieur Wilfried DESCHAMPS

Commissaires aux Comptes

SOFIDEM & ASSOCIES – 12 avenue de l'Opéra – 75001 PARIS

Expert immobilier

CREDIT FONCIER EXPERTISE - 19, rue des Capucines - 75001 PARIS

Dépositaire

CACEIS Bank France - 1-3, Place Valhubert - 75013 PARIS

RAPPORT DE LA SOCIETE DE GESTION

Mesdames, Messieurs,

Nous vous réunissons ce jour en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 23 des statuts, pour vous présenter le rapport de la société de gestion sur l'activité de la société ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 que nous soumettons à votre approbation.

Vous prendrez également connaissance des rapports du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes.

Préambule

L'immobilier a continué en 2018 à attirer les particuliers et les investisseurs.

Sur quinze et vingt ans, l'immobilier a pris en moyenne plus de valeur que l'inflation et ainsi joué son rôle de valeur refuge. Néanmoins, en 2018, la croissance française a continué de ralentir pour atterrir à 1,5 % contre 2,3 % en 2017.

L'inflation a été plus élevée qu'anticipé avec 1,8 % contre 1 %.

En dépit d'un soutien des marchés de l'immobilier résidentiel par des conditions de crédit restées exceptionnelles, l'année 2018 a été marquée par un ralentissement des transactions du marché de l'ancien et de production de l'immobilier neuf.

Si l'on regarde l'évolution du marché ancien sur les trois dernières années, on constate les transactions suivantes :

- En 2015, 797 000 unités, + 15 % sur un an,
- En 2016, 845 000 ventes, + 6 % sur un an,
- En 2017, 962 000 ventes, + 13,8 % sur un an.

2018 marque une stabilisation à un très haut niveau. En novembre 2018 : 962 000 unités en cumul sur douze mois, soit + 0,8 % sur un an et même niveau que fin 2017.

Les prix restent en hausse contenue, sauf à Paris, Lyon et Bordeaux.

Les prix remontent de 2,9 % en moyenne au troisième trimestre 2018 mais à des rythmes différents à Paris, + 6,2 %, et en Ile-de-France, + 3,5 %, alors qu'en province, la progression n'est que de + 2,7 %.

S'agissant des logements neufs, le troisième trimestre 2018 fait apparaître un recul marqué des ventes de l'ordre de - 2,4 % sur un an.

La prudence est donc de mise au commencement de 2019 : non en raison d'un manque d'appétence des Français pour la pierre : devenir propriétaire reste une priorité pour la majorité et le placement immobilier passe pour le plus sûr et le plus rentable malgré les coups de canifs fiscaux, ni également de l'impact des taux d'intérêt qui devraient rester collés à leur plancher.

Sur ce point, de nombreux économistes s'accordent à dire qu'une hausse devient plus incertaine pour 2019 d'autant que l'inflation devrait retomber et que les doutes sur la capacité de l'économie européenne à accélérer sont de plus en plus nombreux.

Le point d'attention porte essentiellement sur l'allongement des durées de crédit. Avec une durée de 19 ans en moyenne, un record a été franchi et la question est bien de savoir s'il est possible d'aller beaucoup plus haut, ou si tout bonnement cela est prudent.

Il est certain que ce phénomène aura une limite et certains primo-accédants et les emprunteurs les plus modestes, c'est-à-dire les plus faiblement dotés en apport personnel risquent d'être exclus du marché ce qui aura des conséquences en terme de volume de transactions.

Dans ce contexte, compte tenu de la volatilité des marchés financiers, l'immobilier conserve son aspect de valeur refuge, à condition de respecter les fondamentaux de l'immobilier résidentiel que sont la localisation et l'attractivité économique du territoire.



27, rue de la Gaité - Le Perreux-sur-Marne
Allianz DomiDurable 2

Pour la SCPI Allianz Domicurable 2, les faits marquants de 2018 se résument comme suit :

- Une hausse de la valeur du patrimoine de 2,08 %,
- Un taux d'occupation financier de 98,56 %,
- Une hausse du résultat de 5,88 %,
- Le maintien d'un acompte sur dividendes de 36 € par part.

Evolution du capital social

La société a été immatriculée le 4 octobre 2011, avec un capital initial de 762.500 €, plus prime d'émission, pour une durée de 13 ans.

La société est dite fermée depuis le 31 décembre 2012.

Rappel :

Capital social	47 575 000 €
Nombre de parts	38 060
Valeur nominale de la part	1 250 €
Nombre d'associés	1 068

Évolution du capital

Date d'immatriculation	4 octobre 2011	Capital initial	762 500 €
Nominal de la part	1 250 €	Durée de la société	13 ans

Années	Montant du capital nominal au 31 décembre (€)	Montant des capitaux apportés à la SCPI par les associés lors des souscriptions au cours de l'années (€)	Nombre de parts au 31 décembre	Nombre d'associés au 31 décembre	Rémunération TTC des organismes collecteurs et de la société de gestion à l'occasion des augmentations de capital (au cours de l'année - €)	Prix d'entrée au 31 décembre (€)
2014	47.575.000	-	38.060	1.050	-	-
2015	47.575.000	-	38.060	1.052	-	1 332,00
2016	47 575 000	-	38.060	1.054	-	-
2017	47.575.000	-	38.060	1.063	-	999,00
2018	47 575 000	-	38.060	1.068	-	1 006,77

Le patrimoine immobilier

au 31 décembre 2018

Le patrimoine immobilier

L'expert immobilier nommé par l'assemblée générale, CREDIT FONCIER EXPERTISE, a procédé à l'évaluation des immeubles et estimé la valeur du patrimoine à 52.530.000 €.

Le résultat de cette évaluation traduit une hausse de la valeur du patrimoine en 2018, soit 52.530.000 € à comparer à 51.460.000 € en 2017 (+ 2,08 %). La valeur vénale des immeubles est supérieure de + 5,77 % à leur valeur d'acquisition hors frais (49.666.002 €) et de 4,60 % à leur valeur d'acquisition frais inclus (50.220.855 €). Cet écart est variable selon les localisations : il est de 16,7 % à Paris, de 4,30 % en Ile de France et de 3,21 % dans les autres régions.

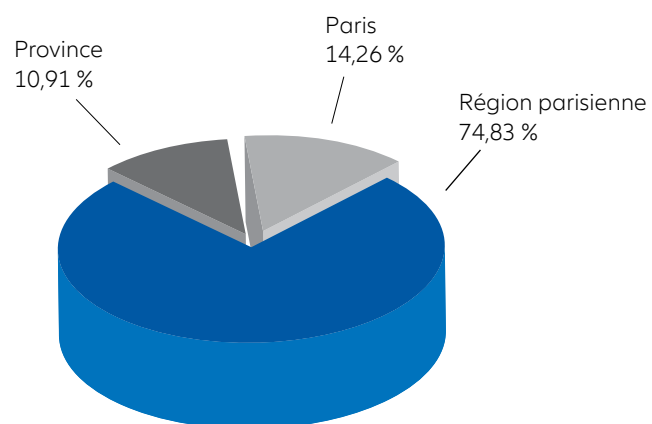
Vous trouverez dans le tableau ci-après la liste et la description de votre patrimoine.

Situation de l'immeuble	Date d'acquisition	Date de livraison	Date certification attestation BBC	Nature de l'investissement	Surfaces en m ² utiles	Prix de revient TTC (€)	Montants versés (€)	Montants restant à verser (€)	Frais d'acquisition (€)	Valeur d'expertise 2017 (€)	Valeur d'expertise 2018 (€)	Date dernière visite
25 rue de la Gaîté	29/11/2012	30/09/2014	19/09/2014	Habitation	477	2 360 259	2 360 259		41 204			23/10/2014
94170 LE PERREUX/MARNE				7 appart.								
16 rue Jacques Prévert	27/02/2013	21/01/2015	22/02/2013	Habitation	699	2 935 548	2 935 548					05/11/2014
78280 GUYANCOURT				12 appart.								
23 place du Marché	25/11/2013	08/07/2015	29/07/2015	Habitation	532	3 115 515	3 115 515		53 940			05/11/2015
92370 CHAVILLE				10 appart.								
35 bis et 37 avenue Kennedy	29/11/2013	02/11/2015	12/10/2015	Habitation	969	3 480 185	3 480 185		59 020			08/10/2015
93110 ROSNY SOUS BOIS				17 appart.								
Avenue Pierre Lefauchaux	09/12/2013	09/07/2015	12/05/2015	Habitation	834	5 210 113	5 210 113					12/10/2015
92100 BOULOGNE BILLANCOURT				14 appart.								
22 rue des Alouettes	19/12/2013	26/06/2014	23/06/2014	Habitation	358	1 506 546	1 506 546		21 259			30/10/2014
69008 LYON				6 appart.								
8 rue Vallon de Villeneuve	20/12/2013	27/07/2015	01/12/2015	Habitation	1 170	4 865 124	4 865 124		82 478			08/10/2015
94470 BOISSY SAINT LEGER				23 appart.								
35 rue Brillat Savarin	20/12/2013	21/07/2014	20/09/2014	Habitation	437	3 125 980	3 125 980		53 737			13/11/2015
75013 PARIS				8 appart.								
16 rue Margaux	23/04/2014	05/11/2014	08/10/2014	Habitation	919	4 049 894	4 009 395	40 499				13/10/2014
33000 BORDEAUX				18 appart.								
76 avenue du Maréchal Foch	13/05/2014	31/07/2015	21/07/2015	Habitation	953	4 151 611	4 151 611					08/10/2015
93360 NEUILLY PLAISANCE				18 appart.								
36 quai de la Marne	20/05/2014	01/10/2015	04/05/2016	Habitation	232	1 767 000	1 731 660	35 340	22 005			30/10/2015
75019 PARIS				4 appart.								
4 rue Jean Monnet	22/05/2014	30/06/2014	29/07/2014	Habitation	359	1 765 173	1 765 173		30 886			16/10/2014
95160 MONTMORENCY				6 appart.								
10 rue Alexandre Coutureau	27/05/2014	02/05/2016	26/07/2016	Habitation	249	1 746 620	1 746 620		24 410			10/11/2016
92210 SAINT CLOUD				5 appart.								
9/11/13 rue des fusillés	12/06/2014	12/02/2016	29/04/2016	Habitation	304	1 996 673	1 957 045	39 627	34 464			29/10/2015
92800 PUTEAUX				5 appart.								
2/4 avenue du Maréchal Joffre	19/06/2014	23/09/2014	26/08/2014	Habitation	289	1 445 750	1 445 750		26 132			28/10/2014
94170 LE PERREUX/MARNE				4 appart.								
2 rue Willy Brandt	20/06/2014	13/04/2016	05/01/2017	Habitation	1 301	4 616 562	4 616 562		77 919			14/10/2015
77184 EMERAINVILLE				21 appart.								
44 rue Navier	23/06/2014	02/10/2015	12/02/2016	Habitation	185	1 527 450	1 527 450		27 398			30/10/2015
75017 PARIS				3 appart.								
TOTAL GÉNÉRAL				181 appart.	10 268	49 666 002	49 550 536	115 466	554 853	51 460 000	52 530 000	

Composition du patrimoine immobilier

(en % de la valeur vénale des immeubles)

	Habitations
Paris	14,26%
Région parisienne	74,83%
Province	10,91%
TOTAL GÉNÉRAL	100,00%



22, rue des Alouettes - Lyon
Allianz DomiDurable 2

Résultat de l'activité immobilière

Les dernières livraisons du patrimoine ont eu lieu en 2016, la gestion locative est en rythme de croisière. L'impact sur les comptes 2018 se présente comme suit :

Produits immobiliers

Les produits immobiliers, d'un montant de 2.049.358,22 €, sont stables (+ 0,05 %) par rapport à 2017 (2.048.306,57 €). L'évolution des produits est le reflet de l'activité de gestion de votre société s'expliquant par :

- Un taux d'occupation financier en très légère baisse (0,40 point), à 98,56 % en 2018 à comparer avec 98,96 % en 2017. Après le niveau de 99,06 % atteint au 4ème trimestre 2017, un nouveau record à 99,20 % est atteint au 4ème trimestre 2018.
- Au cours de l'exercice, sur 181 appartements, 38 appartements ont été libérés soit un taux de sortie annuel de 20,99 % et 37 lots reloués, soit un taux de relocation de 20,44 %. Ce taux de relocation moyen est dépassé au Perreux sur Marne (3 relocations sur 7 appartements), à Chaville (5 relocations sur 10 appartements), à Boissy Saint Léger (8 relocations sur 23 appartements), à Paris - rue Brillat Savarin (2 relocations sur 8 appartements) et Quai de la Marne (1 relocation sur 4 appartements), à Bordeaux (5 relocations sur 18 appartements) et à Saint Cloud (2 relocations sur 5 appartements).

Un seul appartement était vacant au 31 décembre 2018.

- Les loyers en relocation sont en très légère baisse de 0,20 % par rapport aux loyers de sortie : en moyenne 16,98 €/m² pour les loyers entrants et 17,02 €/m² pour les loyers sortants.

La société de gestion a continué d'appliquer avec rigueur les procédures de suivi de ses mandataires locaux et ajuste chaque fois que nécessaire les loyers en vue d'un remplissage plus rapide des immeubles.

Charges immobilières

Les charges immobilières ont diminué de 14,59 %, passant à 323.814,35 € contre 379.142,13 € en 2017. Ce sont essentiellement :

- i) les impôts et taxes non récupérables auprès des locataires pour 180.121,00 € en 2018 (143.895,00 € en 2017). Les taxes foncières pour les logements neufs sont exonérées pendant deux ans à compter du 1er janvier de l'année suivant celle de l'achèvement de la construction.

- ii) les travaux d'entretien des immeubles pour 64.604,25 € en 2018 (93.545,48 € en 2017),
- iii) les charges non récupérables du patrimoine locatif pour 71.093,47 € en 2018 (132.000,58 € en 2017). En 2018, le réalisé sur les années antérieures est inférieur de 30 k€ aux prévisions.
- iv) les honoraires d'expertises pour 6.528,00 € en 2018 (8.000,00 € en 2017).

Provisions pour gros entretien

Comme en 2017, votre société a décidé de ne pas constituer de provisions pour gros entretien, ceci en tenant compte du caractère récent du patrimoine immobilier et la possibilité de mettre en jeu la garantie décennale si des travaux d'une ampleur significative devaient concerner un immeuble, ce qui n'est pas le cas à ce jour.

Le résultat de l'activité immobilière s'élève à 1.725.543,87 € contre 1.669.164,44 € au 31/12/2017, en hausse de 3,38 %.

Résultat de l'activité d'exploitation

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation s'élèvent à 15.587,93 € et sont composés essentiellement des reprises de provisions pour créances douteuses.

Charges d'exploitation

• Les provisions sur créances douteuses

La société de gestion pratique une politique de provisionnement des créances des locataires au vu d'une analyse individualisée de chaque dossier. Les montants en risque au-delà des dépôts de garantie sont provisionnés à 100 %.

Pour l'exercice 2018, cela se traduit par :

- des provisions nouvelles pour 25.288,75 € (29.847,61 € en 2017)
- une reprise de provision pour 15.560,27 € (10.059,52 € en 2017)
- un passage en perte de 705,62 €

soit une dotation nette de 9.728,48 € et un coût annuel d'impayés de 10.434,10 € représentant 0,48 % des loyers (0,98 % en 2017).

Le stock de provisions pour créances douteuses atteint 57.886,56 € (48.158,08 € en 2017).

Votre société est particulièrement vigilante en cas d'impayé et a systématisé les recours aux procédures de recouvrement forcé.

• Les autres charges d'exploitation

Les charges d'exploitation hors provisions pour créances douteuses sont en baisse de 3,42% passant de 336.035,89 € en 2017 à 324.528,58 € en 2018. Elles incluent essentiellement les honoraires de gestion (242.860,59 €), les frais de relocation et états des lieux (27.775,36 €), les honoraires des commissaires aux comptes (11.007,00 €), les honoraires du dépositaire (12.987,22 €), les rapports annuels / publicité légale / jetons de présence (16.585,38 €), les frais de contentieux (10.249,42 €) et des cotisations diverses (1.016,63 €).

La perte d'exploitation de 334.229,40 € est en baisse de 6,05 % par rapport à 355.742,62 € en 2017. Rappelons que la présentation d'un résultat d'exploitation distinct du résultat immobilier engendre structurellement la présentation d'une perte d'exploitation, compte tenu de la faible part de produits ne relevant pas du « résultat immobilier ».

Résultat 2018

Le résultat 2018 s'élève à 1.390.608,85 € contre 1.313.421,82 € en 2017 soit une hausse de 5,88 %, s'expliquant par la baisse des charges immobilières.

Affectation du résultat

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de	1.390.608,85 €
Qui, augmenté d'un report à nouveau bénéficiaire antérieur de	138.327,15 €
Donne un résultat distribuable de	<hr/> 1.528.936,00 €

Qui, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, sera affecté comme suit :

• A titre de dividendes (correspondant aux acomptes déjà versés) à concurrence de	1.370.160,00 €
• Au titre du report à nouveau à concurrence de	158.776,00 €
	<hr/> 1.528.936,00 €

Des acomptes sur dividende pour un total de 36,00 € par part ont été mis en distribution au titre de l'exercice 2018. Ils correspondent au montant définitif du dividende proposé à l'assemblée générale.

Perspectives 2019

L'activité principale de l'année 2019 restera la gestion du parc immobilier, avec l'objectif de maintenir le bon taux d'occupation et de maîtriser les loyers de relocation en continuant à privilégier la rapidité de relocation plutôt que le niveau des loyers.

Les mêmes principes de gestion et de provisionnement continueront à être appliqués.

Votre société restera également vigilante sur la limitation de la progression des charges, notamment celles relatives aux impayés.

Dans ce contexte, votre société se fixe à nouveau un objectif de maintien du dividende.

Dispositif fiscal Scellier BBC

L'article 31 de la Loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 a instauré le régime « SCPELLIER Label Bâtiment Basse Consommation (BBC) ».

Ce dispositif d'aide fiscale en faveur de l'immobilier locatif codifié à l'article 199 septuiesimes du Code Général des Impôts modifié par les décrets n° 2010-421 du 27 avril 2010 et n° 2010-823 du 20 juillet 2010, repose sur le principe de la réduction d'impôt sur le revenu pour l'achat d'un logement en direct et / ou la souscription de parts de SCPI régie par les articles L 214-50 et suivants du Code Monétaire et Financier, pour un montant maximum annuel de 300 000 € par contribuable et par année d'imposition.

Les Associés de la SCPI Allianz DomiDurable 2 qui se sont placés sous ce régime bénéficient dès la souscription d'une réduction d'impôt sur leurs revenus de :

- 22 % du montant des souscriptions de parts de SCPI réalisées en 2011,
- 13 % du montant des souscriptions de parts de SCPI réalisées en 2012.

Cette réduction s'applique à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de souscription. Elle est répartie sur 9 ans à raison d'un neuvième de son montant total chaque année.

Valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution

Conformément à l'article L214-109 du Code Monétaire et Financier, vous aurez à vous prononcer sur les valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la part de votre société, dont nous vous donnons le calcul ci-dessous, arrondi à l'euro pour la colonne « montant global ».

	2018		2017	
	Montant global	Montant par part	Montant global	Montant par part
Valeur au bilan du patrimoine ⁽¹⁾	49 666 002	1 304,94	49 666 002	1 304,94
Valeur nette des autres actifs	164 355	4,32	143 906	3,78
Valeur comptable	49 830 357	1 309,26	49 809 908	1 308,72
Valeur vénale hors droits hors taxes	52 530 000	1 380,19	51 460 000	1 352,08
Valeur nette des autres actifs	164 355	4,32	143 906	3,78
Valeur de réalisation ⁽²⁾	52 694 355	1 384,51	51 603 906	1 355,86
Droits (6,90 %)	3 624 570	95,23	3 550 740	93,29
Commission de souscription (taux : 12 % TTC)	7 679 853	201,78	7 521 088	197,61
Valeur de reconstitution ⁽³⁾	63 998 778	1 681,52	62 675 734	1 646,76

⁽¹⁾ La valeur au bilan du patrimoine correspond aux immobilisations en cours pour la part déjà payée.

⁽²⁾ La valeur de réalisation est la valeur vénale des actifs de la société au 31 décembre 2018.

⁽³⁾ La valeur de reconstitution correspond au montant qu'il serait aujourd'hui nécessaire de collecter pour reconstituer la société telle qu'elle se présente au 31 décembre 2018.

Remarque importante :

Deux indicateurs sont représentatifs de la valeur de la part d'une SCPI :

- le prix d'exécution mensuel, qui est le « prix de marché », celui-ci n'a pas de signification pour votre SCPI faute de marché large.
- la valeur de réalisation qui représente la valeur vénale de la société à dire d'expert.

Impôt sur la fortune immobilière (IFI)

L'impôt sur la fortune immobilière (IFI), instauré par l'article 31 de la Loi de Finance pour 2018, a remplacé l'impôt de solidarité sur la fortune depuis le 1er janvier 2018.

Les contribuables résidents français, dont le patrimoine immobilier situé en France et hors de France excède 1 300 000 €, en ce compris les actifs immobiliers détenus au travers des SCPI, au 1er janvier 2019 sont assujettis à l'IFI. Les non-résidents sont également imposables à l'IFI à raison des immeubles détenus uniquement en France, directement ou indirectement, lorsque la valeur nette taxable de la totalité de leurs actifs situés en France est supérieure à 1 300 000 €.

La valeur à retenir pour la déclaration liée à l'IFI au titre de l'exercice 2018 :

Ratio	Valeur de réalisation en €	Valeur IFI en €
99,69%	1 384,51	1 380,19

Conditions de souscription et de cession

Chaque associé s'est engagé à conserver ses parts jusqu'à l'expiration de la période couverte par l'engagement de location pendant 9 ans du dernier logement acheté au moyen de la souscription. Si un associé cède tout ou partie de ses parts avant l'expiration de cette période, la réduction d'impôt dont il a bénéficié sera remise en cause.

Compte tenu de la phase de souscription de capital et des délais d'achèvement et de mise en location des immeubles, cet engagement aura normalement pris fin à l'échéance de la SCPI à partir de 2024.

Le marché secondaire des parts devrait donc avoir un caractère marginal.

Évolution du marché secondaire des parts

Années	Nombre de parts cédées ou retirées	% par rapport au nombre de parts total en circulation au 1 ^{er} janvier	Demandes de cessions ou de retraits en suspens	Délai moyen d'exécution d'une cession ou d'un retrait	Rémunération de la gérance sur les cessions ou les retraits (en euros H.T.)
2014			59		
2015	30	0,08	63		1 998
2016			41		
2017	10	0,03	22		500
2018	62	0,16	5		3107

En 2018, 62 parts ont été échangées. Au 31 décembre 2018, il restait 5 parts à vendre sur le marché secondaire.

Évolution du prix de la part

	2015	2016	2017	2018	2019
Prix de souscription ou valeur de réalisation au 1er janvier (en €)	1309,03	1325,6	1 316,90	1 355,86	1 384,51
Dividende versé au titre de l'année (en €)	14,25	31,50	36,00	36,00	
Dividende sur valeur de marché (en %) ⁽¹⁾	1,09	2,38	2,73	2,66	
Report à nouveau cumulé par part au 1er janvier (en €) ⁽²⁾	0,43	1,39	5,13	3,63	

⁽¹⁾ Dividende versé au titre de l'année rapporté au prix de souscription ou à la valeur de réalisation au 1er janvier de la même année.

⁽²⁾ Avant affectation du résultat

Emploi des fonds

	Total au 31/12/2017	Durant l'année 2018	Total au 31/12/2018
Fonds collectés	47 575 000		47 575 000
- Prime d'émission	9 460 100		9 460 100
+ Cessions d'immeubles			
+ Divers (report à nouveau après distribution)	195 065	-56 738	138 327
- Prélèvement sur prime d'émission	-7 363 519		-7 363 519
- Achat d'immeubles	-49 431 982		-49 431 982
- Travaux immobilisés	-234 020		-234 020
- Divers			
= Sommes restant à investir	200 644	-56 738	143 905

Évolution par part des résultats financiers au cours des 5 derniers exercices (en euros hors taxes)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Montant	% du total des revenus	Montant	% du total des revenus	Montant	% du total des revenus	Montant	% du total des revenus	Montant	% du total des revenus
REVENUS										
Recettes locatives brutes	3,28	48,45%	24,15	97,57%	48,39	98,63%	53,06	98,59%	53,14	98,68%
Produits financiers avant prélèvement libératoire	3,49	51,55%	0,35	1,41%						
Produits divers			0,25	1,02%	0,67	1,37%	0,76	1,41%	0,71	1,32%
TOTAL revenus	6,77	100,00%	24,76	100,00%	49,06	100,00%	53,82	100,00%	53,85	100,00%
CHARGES ⁽¹⁾										
Commission de gestion	0,82	12,10%	2,94	11,88%	5,81	11,84%	6,37	11,84%	6,38	11,85%
Autres frais de gestion	1,36	20,03%	2,28	9,22%	2,81	5,74%	2,46	4,57%	2,15	3,98%
Entretien du patrimoine au cours de l'exercice			0,08	0,31%	0,21	0,43%	2,46	4,57%	1,70	3,15%
Charges locatives non récupérées	0,50	7,36%	3,01	12,17%	5,66	11,54%	7,50	13,94%	6,81	12,65%
Sous-total charges externes	2,67	39,49%	8,31	33,59%	14,50	29,54%	18,79	34,91%	17,03	31,64%
Produits exceptionnels	6,46	95,38%	-0,24	-0,95%	0,01	0,01%				
Charges exceptionnelles	6,45	95,34%	-0,25	-1,02%	0,01	0,01%			0,02	0,03%
Charges financières										
Provisions nettes ⁽²⁾										
- pour travaux	0,16	2,42%	1,13	4,57%	2,21	4,50%				
- autres			0,12	0,47%	0,63	1,28%	0,52	0,97%	0,26	0,47%
Sous-total charges internes	0,16	2,38%	1,23	4,97%	2,84	5,78%	0,52	0,97%	0,27	0,51%
TOTAL charges	2,83	41,87%	9,54	38,55%	17,33	35,32%	19,31	35,88%	17,31	32,15%
RÉSULTAT COURANT	3,94	58,13%	15,21	61,45%	31,73	64,68%	34,51	64,12%	36,54	67,85%
Variation report à nouveau	-0,26	-3,91%	0,96	3,88%	0,23	0,47%	-1,49	-2,77%	0,54	1,00%
Variation autres réserves (éventuellement)										
Revenus distribués avant prélèvement libératoire	4,20	62,04%	14,25	57,56%	31,50	64,20%	36,00	66,89%	36,00	66,86%
Revenus distribués après prélèvement libératoire	2,55	37,67%	14,10	56,96%	31,50	64,20%	36,00	66,89%	36,00	66,86%

⁽¹⁾ Sous déduction de la partie non imputable à l'exercice

⁽²⁾ Dotation de l'exercice diminuée des reprises

Dispositif de contrôle interne et de conformité

Organisation du dispositif de contrôle interne et de conformité

Dispositif de contrôle interne :

Conformément au Règlement général de l'AMF, Immovalor Gestion établit et maintient opérationnelle une fonction de contrôle distincte et indépendante des autres activités de la société de gestion. Cette fonction est exercée par le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI).

Le RCCI est en charge du dispositif global de contrôle. Le RCCI est rattaché au Président Directeur Général de la société de gestion et rend compte annuellement de ses travaux au Conseil d'Administration d'Immovalor Gestion.

Le RCCI contrôle et évalue de manière régulière l'adéquation et l'efficacité des politiques. Il s'assure de l'application des procédures opérationnelles, formule des recommandations à la suite des contrôles opérés et s'assure de leur suivi.

Le dispositif de contrôle interne s'appuie sur les principes suivants :

- L'exhaustivité de l'activité de contrôle interne : le contrôle interne couvre l'ensemble des activités et s'appuie sur une cartographie des risques opérationnels et financiers. Cette cartographie est revue périodiquement.
- La définition claire des fonctions et des tâches de chacun des collaborateurs.
- La séparation des tâches notamment entre l'exécution, la comptabilisation, le règlement et le contrôle.
- L'existence et la mise à jour d'un ensemble de procédures métiers et de contrôles : ces procédures sont centralisées.

Le système de contrôle d'Immovalor Gestion s'organise autour de plusieurs acteurs :

- Les opérationnels (contrôles de premier niveau). Il s'agit de contrôles généralement réalisés par le responsable hiérarchique.
- Le contrôle permanent (deuxième niveau) opéré par le RCCI. Celui-ci s'assure de la réalisation, de la permanence et de la pertinence des contrôles de premier niveau, ainsi que du respect des procédures opérationnelles.
- Le contrôle périodique (troisième niveau) réalisé ponctuellement par l'audit d'Allianz France.

Conformité :

La fonction « conformité » est exercée par le RCCI et s'articule autour des thèmes suivants :

- Protection de la clientèle et primauté des intérêts du client.
- Prévention et gestion des conflits d'intérêt.
- Déontologie personnelle et éthique professionnelle.
- Lutte contre la fraude et la corruption.
- Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.
- Respect de la réglementation informatique et liberté.

Des procédures sont formalisées sur ces sujets, sont mises à jour périodiquement et sont diffusées à l'ensemble des collaborateurs. Ces derniers sont régulièrement formés sur ces thématiques.

Suivi et gestion des risques financiers auxquels la SCPI est exposée :

Gestion et suivi des risques

Immovalor Gestion a mis en place des procédures pour identifier, mesurer et contrôler les risques financiers (liquidité, marché, contrepartie et de crédit) pour chacun des fonds gérés. Des indicateurs de suivi des risques et des limites ont été définis.

Les limites quantitatives fixées pour gérer les risques financiers ne font pas apparaître de risque anormal à la clôture de l'exercice 2018 de votre SCPI.

Profil de risque

Les parts de la SCPI sont exposées aux risques suivants :

- Risque lié à la gestion discrétionnaire : le style de gestion repose sur la sélection principalement d'actifs immobiliers. Il existe un risque que la SCPI ne soit pas investie à tout moment dans les actifs disposant des meilleurs potentiels de revalorisation ou les plus performants.
- Risque en capital : le capital investi dans la SCPI ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Le marché de l'immobilier est lié à l'offre et à la demande de biens immobiliers et a connu historiquement des phases de croissance et de baisse. Ces variations du marché immobilier peuvent avoir un impact défavorable sur la valorisation des actifs immobiliers détenus par la SCPI. Aucune assurance ne peut donc être donnée quant à la performance des actifs immobiliers. Toute variation des conditions économiques peut avoir un impact significatif sur la valorisation des actifs immobiliers détenus par la SCPI et à ce titre engendrer une baisse de la valeur de son patrimoine. La somme récupérée peut être inférieure à la somme investie, en cas de baisse de la valeur des actifs immobiliers de la SCPI sur la durée du placement.
- Risque lié aux revenus de la SCPI : les revenus de la SCPI proviennent essentiellement des loyers encaissés. Ils peuvent donc être affectés de manière significative par l'insolvabilité ou le départ d'un ou des locataires ou par la baisse des loyers.
- Risque de liquidité : Risque de liquidité : ce placement étant investi principalement en immobilier, il est considéré comme peu "liquide". Les conditions de cession peuvent varier en fonction de l'évolution du marché de l'immobilier. Les modalités de retrait ou de cession de parts de SCPI sont liées à l'existence ou non d'une contrepartie. De ce fait, la société de gestion ne peut garantir ni le retrait, ni la vente des parts, ni leur remboursement. En rythme de croisière de la SCPI, les actifs considérés comme non liquides ont vocation à représenté 100% des actifs. Aucun actif de la SCPI ne fait l'objet à ce jour d'un traitement spécial du fait de leur nature non liquide.
- Risque fiscal : le non-respect par le porteur des délais de conservation des parts entraîne la remise en cause de la totalité de la réduction d'impôt obtenue au titre de sa souscription.

Effet de levier

Financement :

D'après l'article 17 de ses statuts, la SCPI ne peut recourir à l'emprunt dans le cadre de sa politique d'investissement que dans la limite d'un maximum fixé par l'assemblée générale ordinaire des associés. L'assemblée générale constitutive a autorisé la société de gestion à contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme dans la limite de 10.000.000 €. A ce jour, la société de gestion n'a pas utilisé et ne compte pas utiliser cette autorisation.

Calcul du levier :

Le levier d'une SCPI défini par la directive AIFM et le règlement délégué associé correspond au rapport entre l'exposition calculée selon la méthode brute ou la méthode d'engagement et la valeur de réalisation de la SCPI.

L'exposition calculée selon la *méthode brute* correspond à la valeur de réalisation de la SCPI augmentée le cas échéant, des emprunts bancaires, des comptes courants d'associés, des crédits baux immobiliers et des positions équivalentes des contrats financiers et diminués de la trésorerie ou équivalent et de la valeur des contrats financiers le cas échéant.

L'exposition calculée selon la *méthode de l'engagement* correspond à la valeur de réalisation de la SCPI augmentée le cas échéant, des emprunts bancaires, des comptes courants d'associés, des crédits baux immobiliers et des positions équivalentes des contrats financiers et diminués de la valeur des contrats financiers le cas échéant.

Le fonds n'a pas recours à l'endettement. Le calcul du levier tient compte uniquement de la trésorerie ou équivalent.

Au 31/12/2018, l'indicateur de levier de la SCPI selon la méthode brute est 97% et est de 100% selon la méthode de l'engagement.

**ÉTAT DU PATRIMOINE
TABLEAU D'ANALYSE
DE LA VARIATION
DES CAPITAUX PROPRES
COMPTE DE RÉSULTAT
ET ANNEXE**

Depuis le 1er janvier 2017, le nouveau plan comptable des SCPI issu du règlement ANC n° 2016-03 du 15 avril 2016 remplace la précédente réglementation édictée en 1999.

Les documents de synthèse, qui comprennent nécessairement l'état du patrimoine, le tableau de variation des capitaux propres, les engagements hors bilan, le compte de résultat et l'annexe mettent en évidence tout fait pertinent, c'est-à-dire susceptible d'avoir une influence sur le jugement que leurs destinataires peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de la SCPI ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre.

Ces règles aboutissent à l'élaboration des tableaux présentés dans les pages suivantes.

I – État du patrimoine.

Tous les actifs et passifs de la SCPI sont mentionnés dans l'état du patrimoine en distinguant les années n et n-1 :

- la colonne « valeurs bilantielles », reprenant le coût historique (c'est-à-dire le prix d'acquisition) des immeubles locatifs sans tenir compte des éventuelles appréciations ou dépréciations de ces immeubles.
- la colonne « valeurs estimées », reprenant la valeur vénale des immeubles, c'est-à-dire le prix présumé qu'accepterait d'en donner un éventuel investisseur pour le bien en l'état ; à la clôture des comptes, le placement immobilier est présumé être à usage locatif. Cette valeur est déterminée hors droits d'acquisition.

L'état du patrimoine des SCPI comporte les rubriques suivantes :

- **les placements immobiliers** : les droits réels, terrains et constructions locatives, provisions pour gros entretien, les immobilisations en cours, les titres financiers contrôlés ;
- **les autres actifs et passifs d'exploitation** :
 - les actifs d'exploitation : les actifs immobilisés autres que les placements immobiliers, les créances locatives, autres créances et dépréciations des créances, les valeurs mobilières de placement et disponibilités, les comptes de régularisations actifs comme par exemple les charges constatées d'avance, les frais d'émission d'emprunts.
 - les passifs d'exploitation : les provisions pour risques et charges, les dettes financières et d'exploitation, les comptes de régularisations passifs notamment les produits constatés d'avance.

II – Analyse de la variation des capitaux propres.

Cet état résume l'évolution au cours de l'exercice des différents postes de capitaux.

La colonne « Valeurs estimées » des capitaux propres reprend celle figurant dans la colonne « Valeurs bilantielles ».

III – État hors-bilan.

L'état hors-bilan présente les positions prises et les garanties données ou reçues.

IV – Compte de résultat.

Les produits et charges de l'exercice sont classés au compte de résultat de manière à faire apparaître les différents niveaux de résultat de la SCPI, en distinguant les années n et n-1, qui comportent les rubriques suivantes :

+ Résultat de l'activité immobilière :

« Le résultat de l'activité immobilière, reflète les produits nets de charges afférents aux actifs à caractère immobilier détenus directement ou indirectement pas la SCPI.

+ Résultat d'exploitation autre que le résultat de l'activité immobilière

« Le résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière reflète les produits nets des charges nécessaires au fonctionnement de la SCPI soit directement soit indirectement, mais non liés aux actifs immobiliers. Ils se décomposent en :

- produits sur les opérations d'exploitation autres que l'activité immobilière ;
- charges sur les opérations d'exploitation autres que l'activité immobilière.

+ Résultat financier

« Le résultat financier est la somme des produits nets de charges issus des autres actifs et passifs financiers. »

+ Résultat exceptionnel

« Le résultat exceptionnel est la somme des produits nets de charges exceptionnelles qui n'ont été comptabilisés ni dans le résultat de l'activité immobilière, ni dans le résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière ni dans le résultat financier. »

= Résultat net

« Le résultat net est égal à la somme :
- du résultat de l'activité immobilière ;
- du résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière ;
- du résultat financier ;
- du résultat exceptionnel. »

V – Annexe.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par l'état du patrimoine, l'état hors-bilan et le compte de résultat.

État du patrimoine

au 31 décembre 2018

	2018		2017	
	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées
PLACEMENTS IMMOBILIERS				
Immobilisations locatives				
• Terrains et constructions locatives	49 666 002,02	52 530 000,00	49 666 002,02	51 460 000,00
• Immobilisations en cours	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Provisions liées aux placements immobiliers				
• Grosses réparations et travaux d'entretien à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL	49 666 002,02	52 530 000,00	49 666 002,02	51 460 000,00
AUTRES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION				
Actifs immobilisés				
• Immobilisations financières	17 828,81	17 828,81	17 828,81	17 828,81
Créances				
• Locataires et comptes rattachés	87 040,00	87 040,00	68 219,82	68 219,82
• Autres créances	3 656,60	3 656,60	107 137,29	107 137,29
• Provisions pour dépréciation des créances	-57 886,56	-57 886,56	-48 158,08	-48 158,08
Valeurs de placements et disponibilités				
• Certificats de dépôts et comptes à terme				
• Autres disponibilités	1 020 279,05	1 020 279,05	914 394,94	914 394,94
TOTAL	1 070 917,90	1 070 917,90	1 059 422,78	1 059 422,78
PROVISIONS GENERALES POUR RISQUES ET CHARGES				
Dettes				
• Dettes financières	-170 588,20	-170 588,20	-169 866,20	-169 866,20
• Dettes d'exploitation	-380 832,96	-380 832,96	-393 183,79	-393 183,79
• Dettes diverses	-355 141,72	-355 141,72	-352 466,62	-352 466,62
TOTAL	-906 562,88	-906 562,88	-915 516,61	-915 516,61
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF ET PASSIF				
• Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES COMPTABLES	49 830 357,04		49 809 908,19	
VALEUR ESTIMÉE DU PATRIMOINE		52 694 355,02		51 603 906,17

Tableau d'analyse de la variation des capitaux propres

Du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

Capitaux propres comptables évolution au cours de l'exercice	Situation d'ouverture	Affectation résultat N-1	Autres Mouvements	Situation de clôture
CAPITAL				
Capital souscrit	47 575 000,00			47 575 000,00
Capital en cours de souscription	-			-
PRIMES D'ÉMISSION				
Primes d'émission	9 460 100,00			9 460 100,00
Primes d'émission en cours de souscription	-			-
Prélèvement sur prime d'émission	-7 363 518,96			-7 363 518,96
ÉCART D'ÉVALUATION				
Écart de réévaluation				
Écart sur dépréciation des immobilisations d'actifs				
FONDS DE REMBOURSEMENT PRÉLÈVEMENT SUR RÉSULTAT DISTRIBUABLE				
PLUS OU MOINS VALUES RÉALISÉES SUR CESSIONS D'IMMEUBLES				
RÉSERVES				
REPORT A NOUVEAU	61 813,19	-61 813,19		
REPORT A NOUVEAU (affectation reprise PGR)	133 252,14	5 075,01		138 327,15
RÉSULTAT DE L'EXERCICE				
Résultat de l'exercice	1 313 421,82	-1 313 421,82	1 390 608,85	1 390 608,85
Acomptes sur distribution	-1 370 160,00	1 370 160,00	-1 370 160,00	-1 370 160,00
TOTAL GÉNÉRAL	49 809 908,19	-	20 448,85	49 830 357,04

Engagement hors bilan

Néant.

Compte de résultat

au 31 décembre 2018

	2018	2017
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE		
. Loyers	2 022 323,36	2 019 504,70
. Produits ayant leur contrepartie en charges	27 034,86	28 801,87
. Charges facturées		
. Produits annexes		
. Reprises de provisions pour travaux		
TOTAL I : Produits immobiliers	2 049 358,22	2 048 306,57
CHARGES DE L'ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE		
. Charges ayant leur contrepartie en produits		
. Impôts et taxes non récupérés	180 121,00	143 895,00
. Charges d'entretien du patrimoine locatif	64 604,25	93 595,48
. Gros travaux		
. Dotation aux provisions pour travaux		
. Autres charges immobilières	79 089,10	141 651,65
TOTAL II : Charges immobilières	323 814,35	379 142,13
RESULTAT DE L'ACTIVITE IMMOBILIERE	1 725 543,87	1 669 164,44
PRODUITS D'EXPLOITATION		
. Autres produits	27,66	81,36
. Reprises de provisions d'exploitation		
. Reprises de provisions pour créances douteuses	15 560,27	10 059,52
TOTAL I : Produits d'exploitation	15 587,93	10 140,88
CHARGES D'EXPLOITATION		
. Honoraires de la société de gestion	242 860,59	242 440,57
. Diverses charges d'exploitation	38 024,78	59 489,44
. Dotation aux provisions pour créances douteuses	25 288,75	29 847,61
. Autres charges	43 643,21	34 105,88
TOTAL II : Charges d'exploitation	349 817,33	365 883,50
RESULTAT D'EXPLOITATION	-334 229,40	-355 742,62
PRODUITS FINANCIERS		
. Autres produits financiers		
TOTAL I : Produits financiers		
CHARGES FINANCIERES		
. Autres charges financières		
TOTAL II : Charges financières		
RESULTAT FINANCIER		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
. Produits exceptionnels		
. Transfert de charges		
TOTAL I : Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
. Charges exceptionnelles		
TOTAL II : Charges exceptionnelles	705,62	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	705,62	
RESULTAT NET	1 390 608,85	1 313 421,82

REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - INFORMATIONS SUR LES REGLES GENERALES D'EVALUATION

Placements immobiliers

Les immobilisations locatives sont enregistrées pour leur prix d'acquisition TVA incluse hors frais d'acquisition. Ceux-ci sont comptabilisés séparément et amortis par prélèvement sur la prime d'émission.

Les immeubles locatifs sont présentés à l'état du patrimoine sans tenir compte des éventuelles appréciations ou dépréciations, colonne «valeurs bilantielles».

La valeur vénale des immeubles vous est présentée dans l'état du patrimoine, colonne «valeurs estimées». Elle correspond au prix auquel un bien ou un droit immobilier peut raisonnablement être cédé en cas de mise en vente amiable.

Pour les immeubles acquis en VEFA et non encore livrés, les immobilisations locatives sont enregistrées sur la base des sommes effectivement décaissées. La différence entre le prix d'acquisition et les décaissements est reprise en hors bilan de la SCPI.

Les plus ou moins-values réalisées à l'occasion des cessions de terrains et de constructions locatives ont la nature de gains ou de pertes en capital et sont comptabilisées dans un compte de réserves.

Le résultat des cessions dégagé est égal à la différence entre les produits de cessions nets de terrains et constructions locatives nets de la valeur nette comptable de ces derniers et des coûts engagés, tenant compte de la reprise de la provision pour gros entretien antérieurement constituée sur l'actif cédé ou des subventions reçues.

Provisions pour gros entretien

Les dépenses de gros entretien sont définies comme « *les dépenses qui interviennent à l'occasion de programmes pluriannuels et ont pour seul objet de maintenir en l'état le parc immobilier de la SCPI et ainsi de vérifier le bon état de fonctionnement des installations ou d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement.* »

Les provisions pour gros entretien doivent correspondre à des dépenses prévisionnelles figurant sur un plan pluriannuel (quinquennal), ces dépenses devant être individualisées par immeuble. Pour votre SCPI, aucune provision n'a été constatée à ce titre.

Provisions pour créances douteuses

La société de gestion provisionne les créances impayées sur les locataires au vu d'une analyse individualisée de chaque dossier. Les montants dus au-delà des dépôts de garantie sont provisionnés en totalité.

Capitaux propres

« *En complément des éléments, prévus dans le plan comptable général, et si les statuts de la SCPI le prévoient, les éléments suivants peuvent être imputés sur la prime d'émission :*

- les frais d'établissement
- les commissions de souscription,
- les frais d'acquisition des immeubles tels que les droits d'enregistrement, la TVA non récupérable pour les immeubles commerciaux et professionnels et les frais de notaire. »

II – REGLES DE COMPTABILISATION DES PRODUITS ET CHARGES

Produits de l'activité immobilière :

- Les loyers sont enregistrés en produits sur la base des loyers courus et des termes du bail.

- Dans le cas des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA), les sommes perçues à titre de garantie locative sont comptabilisées en produit dans la SCPI, lorsque un tel mécanisme est prévu dans le contrat liant la SCPI et le promoteur immobilier sur la période de garantie.

Corrélativement, le coût de la garantie payée par la SCPI, correspondant à une prime d'assurance est comptabilisé en charges sur la période de garantie :

- soit pour son montant, s'il a pu être valorisé de manière explicite lors de l'acquisition et si le montant des loyers garantis correspond à la valeur locative de marché du bien immobilier ;
- soit, dans tous les autres cas, pour le même montant que les loyers garantis.

Les pré-loyers reçus par la SCPI en rémunération du financement d'un bien immobilier acquis en état futur d'achèvement pendant la période de construction sont inscrits en autres produits financiers.

- Les produits de l'activité immobilière incluent également les charges incombant normalement au propriétaire, mises contractuellement à la charge des locataires dont la refacturation aux locataires constitue un produit immobilier à porter au compte 7021 « Charges immobilières facturées ».

- Les produits de l'activité immobilière incluent également les charges locatives refacturées et sont comptabilisées au compte 7025 « Charges locatives refacturées ».

- Les produits de l'activité immobilière incluent également les produits des participations contrôlées par la SCPI et comptabilisées en placements immobiliers.

Charges de l'activité immobilière

- Les charges immobilières sont les charges incombant normalement au propriétaire mises contractuellement à la charge des locataires.
- Les charges locatives sont les charges incombant normalement aux locataires acquittées par le propriétaire pour leur compte, telles que :
 - les fournitures ou les services destinés à l'usage privé ou commun des locataires ;
 - les taxes locatives qui sont généralement payées par le propriétaire qui en demande le remboursement à ses locataires.
- Les dépenses ou les coûts qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'un actif, comme les dépenses courantes d'entretien et de maintenance, sont comptabilisées en charges.

Si les critères définis à l'alinéa précédent ne sont pas respectés, alors les dépenses de gros entretien sont inscrites au compte 6048 « Gros entretien ».

Par ailleurs, les frais courants nécessités par l'entretien habituel sont inscrits au compte 6045 « Travaux d'entretien habituels ».

Produits et charges d'exploitation autres que l'activité immobilière

Les produits d'exploitation sont composés :

- des reprises d'amortissement d'exploitation ;
- des reprises des provisions d'exploitation ;
- des transferts de charge d'exploitation ;
- des reprises de provisions pour créances douteuses ;
- des autres produits.

Les charges d'exploitation sont composées :

- des commissions de la société de gestion ;
- des charges d'exploitation ;
- des dotations aux amortissements d'exploitation ;
- des dotations aux provisions d'exploitation ;
- des dépréciations des créances douteuses ;
- des autres charges.

La rémunération de gérance versée à la société de gestion est une charge de l'exercice, quel que soit son mode de calcul et est comptabilisée dans le résultat d'exploitation.

Si la SCPI verse à la société de gestion une commission de souscription qui couvre l'ensemble des frais liés au développement de la SCPI, cette dernière est comptabilisée en résultat de l'activité immobilière. Puis, à la clôture de l'exercice la SCPI peut, si les statuts le prévoient, décider d'imputer la commission de souscription sur la prime d'émission.

III – INFORMATIONS AU TITRE DES OPERATIONS ENTRE ENTREPRISES LIEES

La SCPI mentionne dans l'annexe la liste des transactions effectuées entre :

- d'une part, la société de gestion qui gère la SCPI et cette dernière,
- d'autre part entre les sociétés gérées par la même société de gestion que celle de la SCPI et cette dernière.

IV - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

État du patrimoine

Immobilisations locatives	2018		2017	
Valeur nette comptable		49 666 002,02		49 666 002,02
Coût historique	49 666 002,02		49 666 002,02	
Construction en cours				
Valeur actuelle (selon les expertises)		52 530 000,00		51 460 000,00

Immobilisations locatives : variations	31/12/2017	acquisitions	cessions	31/12/2018
Constructions	49 431 982,41			49 431 982,41
Aménagements	234 019,61			234 019,61
TOTAUX	49 666 002,02			49 666 002,02

Autres Actifs et Passifs d'exploitation	2018		2017	
Immobilisations financières		17 828,81		17 828,81
Fonds de Roulement Syndics	17 828,81		17 828,81	

Créances	2018		2017	
Locataires		87 040,00		68 219,82
Provisions pour dépréciations des créances locatives		-57 886,56		-48 158,08
Autres créances		3 656,60		107 137,29
Comptes de gérants extérieurs	3 656,60		107 137,29	
Comptes de syndic et provisions locataires				
Comptes de sinistres à régulariser				

Provisions pour dépréciation : variations	31/12/2017	acquisitions	cessions	31/12/2018
Créances locatives	48 158,08	25 288,75	15 560,27	57 886,56
TOTAUX	48 158,08	25 288,75	15 560,27	57 886,56

Valeurs de Placements et disponibilités	2018		2017	
Placements à échéance 1 mois				
Placements à échéance 3 mois				
Placements à échéance 6 mois				
Placements à échéance 1 an				
Disponibilités		1 020 279,05		914 394,94

Dettes	2018		2017	
Dépôts de garantie des locataires		170 588,20		169 866,20
Dettes d'exploitation		380 832,96		393 183,79
• Fournisseurs à payer				
• Fournisseurs d'immobilisations à payer	74 967,34		115 466,20	
• Fournisseurs factures non parvenues	343 559,13		345 281,72	
• Comptes de syndic et provisions locataires	-41 116,74		-69 716,13	
• Comptes de sinistre à régulariser	3 304,23		2 152,00	
• Etat charges à payer	119,00		0,00	
Dettes diverses		355 141,72		352 466,62
• Dividendes du 4 ^{ème} trimestre à régler	343 279,30		341 359,30	
• Dividendes à régulariser	11 862,42		11 107,32	

Comptes de régularisation Actif et Passif	2018		2017	
Charges constatées d'avance				
Produits constatés d'avance				

Tableau récapitulatif des placements immobiliers

	2018		2017	
	VALEURS COMPTABLES	VALEURS ESTIMÉES	VALEURS COMPTABLES	VALEURS ESTIMÉES
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS LOCATIVES				
• Habitations	49 666 002,02	52 530 000,00	49 666 002,02	51 460 000,00
TOTAL	49 666 002,02	52 530 000,00	49 666 002,02	51 460 000,00
IMMOBILISATION EN COURS				
• Habitations				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL	49 666 002,02	52 530 000,00	49 666 002,02	51 460 000,00

Tableau d'analyse de la variation des capitaux propres

Variation des Capitaux propres	2018		2017	
Capital		47 575 000,00		47 575 000,00
Prime d'émission		9 460 100,00		9 460 100,00
Prélèvement sur prime d'émission				
• Commissions de souscriptions		-6 771 988,21		-6 771 988,21
• Frais d'acquisition		-555 084,44		-555 084,44
• Frais de publicité légale		-36 446,31		-36 446,31
Plus ou moins value sur cessions d'immeubles				
Report à nouveau		138 327,15		195 065,33
Résultat de l'exercice		1 390 608,85		1 313 421,82
Acompte sur dividendes		-1 370 160,00		-1 370 160,00
	Total	49 830 357,04	Total	49 809 908,19

Compte de résultat

Produits de l'activité immobilière	2018		2017	
Loyers		2 022 323,36		2 019 504,70
Produits ayant leur contrepartie en charges		27 034,86		28 801,87
Refacturation taxes ordures ménagères	27 034,86		28 801,87	
Reprise de provisions pour grosses réparations				
	TOTAL	2 049 358,22	TOTAL	2 048 306,57

Charges immobilières	2018		2017	
Impôts et charges refacturés aux locataires		180 121,00		143 895,00
Travaux entretien des immeubles		64 604,25		93 595,48
Provision pour travaux d'entretien				
Assurances non récupérables		1 467,63		1 651,07
Charges non récupérables du patrimoine locatif		71 093,47		132 000,58
Honoraires d'expertises		6 528,00		8 000,00
	TOTAL	323 814,35	TOTAL	379 142,13

Produits d'exploitation de la Société	2018		2017	
Ajustement des comptes		27,66		81,36
Reprise des provisions pour créances douteuses		15 560,27		10 059,52
	TOTAL	15 587,93	TOTAL	10 140,88

Charges d'exploitation de la Société	2018		2017	
- Rémunération de la Société de Gestion		146 936,47		160 270,07
- Rémunération des gérants extérieurs		95 924,12		82 170,50
- Frais contentieux		10 249,42		33 499,68
- Honoraires de location + état des lieux		27 775,36		25 989,76
- Provisions pour créances douteuses		25 288,75		29 847,61
- Provisions pour grosses réparations				
Autres charges		43 643,21		34 105,88
- Honoraires divers	2 029,05		35,87	
- Honoraires des commissaires aux comptes	11 007,00		10 244,40	
- Honoraires dépositaire	12 987,22		16 327,09	
- Rapports annuels, publicité légale et jetons de présence	16 585,38		5 518,83	
- Cotisations diverses	1 016,63		1 682,21	
- Frais bancaires	10,50		174,00	
- Ajustement des comptes	7,43		123,48	
	TOTAL	349 817,33	TOTAL	365 883,50

Produits financiers	2018		2017	
- Autres produits financiers				
	TOTAL		TOTAL	

Charges financières	2018		2017	
- Autres charges financières				
	TOTAL		TOTAL	

Produits exceptionnels	2018		2017	
. Frais d'acquisitions				
	TOTAL		TOTAL	

Charges exceptionnelles	2018		2017	
- Frais et droits d'enregistrement				
- Pertes sur créances irrécouvrables		705,62		
	TOTAL		TOTAL	

Opérations réalisées avec des parties liées

Nature des opérations	Société liée	Fonction	Montant 2018
Commissions de gestion	Immovalor Gestion	Société de gestion	146 936,47
Commissions de souscription	Immovalor Gestion	Société de gestion	Néant
Commissions de cessions (imputées en réserves de PV ou MV de cessions)	Immovalor Gestion	Société de gestion	Néant

Politique de rémunération d'Immovalor Gestion

La politique de rémunération n'encourage pas une prise de risque incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des FIA gérés.

La politique de rémunération est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts des FIA gérés, et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts.

Au sein de la société 10 collaborateurs (9 en équivalent temps plein) ont été identifiés comme preneurs de risque en 2018 (compte tenu du départ en retraite d'une personne et de son remplacement).

La Société de Gestion applique certains principes de proportionnalité notamment au niveau des rémunérations et en particulier des rémunérations variables des collaborateurs.

Le comité de rémunération, mis en place au niveau du Conseil d'Administration d'Immovalor Gestion, a pour mission d'apprécier les politiques et pratiques de rémunération et les incitations créées pour la gestion des risques. Il se tient au moins une fois par an.

Les rémunérations versées par la société de gestion à son personnel, en 2018, figurent sur le tableau ci-après :

	Nombre moyen de salariés (en équivalent temps plein)	Rémunération totale perçue en 2018 (€) ⁽²⁾	Primes variables payées en 2018 au titre de 2017 (€)
Ensemble des salariés Immovalor Gestion et personnel détaché	39	2 841 745	360 411
<u>dont</u> : cadres supérieurs et membres du Personnel dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du FIA ⁽¹⁾	9	1 324 293	227 892

⁽¹⁾ Fonds d'investissement alternatif ; les SCPI appartiennent à la catégorie réglementaire des FIA.

⁽²⁾ Tous versements confondus dont salaires, indemnités de départ en retraite, primes variables.

Rapport du conseil de surveillance

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la réglementation des SCPI et à l'article 19 de vos statuts, nous avons l'honneur de vous rendre compte de notre mission.

Le Conseil de Surveillance, composé de 7 membres, s'est réuni le 26 février 2019 sur convocation de la société de gestion afin d'examiner l'activité de la société et les comptes de l'exercice 2018.

Rapport sur l'activité de l'exercice

La société de gestion nous a présenté le rapport dont vous avez aujourd'hui connaissance, ainsi que les comptes et l'annexe au 31 décembre 2018. Elle a mis à notre disposition tous les documents nous permettant d'effectuer les vérifications ou contrôles que nous avons jugés opportuns. Nous avons également pris connaissance des conclusions des travaux du commissaire aux comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces documents.

L'évaluation de l'ensemble du patrimoine par l'expert immobilier indépendant traduit une augmentation de la valeur du patrimoine (+ 2,08 %) et une évolution à la hausse du taux d'occupation financier avec un taux moyen sur l'année de 98,56 %.

Le résultat annuel permet une distribution de 36,00 € par part.

Nous vous informons qu'aucune convention visée par les dispositions de L. 214-106 du Code Monétaire et Financier n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nous avons également pris connaissance des conclusions des travaux du Commissaire aux Comptes.

Pour conclure, nous tenons à remercier les représentants de la société de gestion qui ont facilité l'accomplissement de notre mission.

En conclusion, nous vous proposons d'approuver les résolutions qui vous sont présentées

Fait à Paris La Défense, le 26 février 2019
Le Président du Conseil de Surveillance
Société Allianz Vie,
représentée par Christian CUTAYA

Rapport sur les comptes annuels du commissaire aux comptes

A Mesdames et Messieurs les associés de la SCPI ALLIANZ DOMIDURABLE 2,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SCPI ALLIANZ DOMIDURABLE 2, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société civile de placement immobilier à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme précisé dans la note « Etat du patrimoine au 31 décembre 2018 » de l'annexe, les placements immobiliers présentés dans la colonne « valeurs estimées » de l'état du patrimoine sont évalués à leurs valeurs actuelles. Ces valeurs actuelles sont arrêtées par la société de gestion sur la base d'une évaluation, réalisée par l'expert immobilier indépendant, des actifs immobiliers détenus directement par la société civile de placement immobilier. Nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des procédures mises en œuvre par la société de gestion, et à apprécier le caractère raisonnable des hypothèses et des méthodes utilisées par l'expert immobilier indépendant.

VÉRIFICATION DU RAPPORT ANNUEL ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ASSOCIÉS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel établi par la société de gestion et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de la société civile de placement immobilier à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société civile de placement immobilier ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 avril 2019
Le commissaire aux comptes
SOFIDEM & Associés
Anne-Catherine LAUFER

Rapport spécial du commissaire aux comptes

A Mesdames et Messieurs les associés de la SCPI ALLIANZ DOMIDURABLE 2,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Par ailleurs, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Immovalor Gestion

Modalités

- En rémunération de la gestion du patrimoine immobilier et de la société civile, la société gérante perçoit une commission égale à 10 % HT, soit 12,00 % TTC des produits locatifs HT et des produits financiers nets, après imputation des rémunérations versées à des gérants extérieurs.

La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2018 s'est élevée à 146 936,47 €.

Fait à Paris, le 3 avril 2019
Le commissaire aux comptes
SOFIDEM & Associés
Anne-Catherine LAUFER

Résolutions présentées à l'Assemblée générale ordinaire

Première résolution

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance des rapports présentés par la société de gestion et le conseil de surveillance, ainsi que du rapport général du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été soumis, qui se traduisent par un bénéfice de 1.390.608,85 €.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes établis en application de l'article L. 214-106 du Code Monétaire et Financier, prend acte des conventions conclues au titre des exercices antérieurs.

Troisième résolution

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de	1.390.608,85 €
Qui, augmenté d'un report à nouveau bénéficiaire antérieur de	138.327,15 €
Donne un résultat distribuable de	<hr/> 1.528.936,00 €

Qui, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, sera affecté comme suit :

- A titre de dividendes (correspondant aux acomptes déjà versés) à concurrence de 1.370.160,00 €
- Au titre du report à nouveau à concurrence de 158.776,00 €

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale approuve la valeur comptable de la société arrêtée au 31 décembre 2018, telle qu'elle lui est présentée et qui s'élève à 1.309,26 € par part.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale approuve la valeur de réalisation de la société arrêtée au 31 décembre 2018, telle qu'elle lui est présentée et qui s'élève à 1.384,51 € par part.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale approuve la valeur de reconstitution de la société arrêtée au 31 décembre 2018, telle qu'elle lui est présentée et qui s'élève à 1.681,52 € par part.

Septième résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de publicité, de dépôt et autres prévues par la loi et les règlements.

Associé

Porteur de part (s) d'une SCPI, toute personne entrant au capital d'une société civile est un associé.

Cession

Vente de part (s) de SCPI sur le marché secondaire.

Commission de souscription

Elle est versée par le porteur à la société de gestion quand il achète des parts sur le marché primaire. Cette commission couvre le travail de collecte des capitaux, de recherche d'actifs et d'investissements immobiliers.

Marché secondaire

Marché sur lequel s'échangent les parts de SCPI. Pour acheter ou vendre des parts, il vous suffit de remplir un ordre disponible sur le site www.immovalor.fr et de l'adresser en courrier recommandé avec accusé de réception à la société de gestion ou à votre conseiller ; l'ordre d'achat devra être accompagné du règlement correspondant. Sur le site figurent également les cinq prix d'achat les plus élevés et les cinq prix de vente les plus faibles inscrits sur le registre ainsi que les quantités demandées et offertes à ces prix. Ces éléments peuvent être également communiqués par la société de gestion.

Parts en attente de cession

Parts ayant fait l'objet d'un ordre de vente, mais dont la transaction n'a pas eu lieu faute d'un nombre suffisant d'acheteurs au prix demandé.

Prix d'exécution

Montant en euros obtenu par le cédant et permettant d'optimiser le nombre de parts échangées sur le marché secondaire des SCPI à capital fixe.

Taux d'occupation financier (TOF)

Le TOF est l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division :

- (i) du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés ainsi que des indemnités compensatrices de loyers,
- (ii) par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait louée.

Le TOF est mesuré le dernier jour du trimestre civil considéré (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) pour les 3 mois constituant le trimestre civil écoulé. Il prend en considération les flux effectivement facturés au titre du trimestre civil écoulé.

Taux de Rentabilité Interne (TRI)

Le TRI est le taux qui est tel que la valeur actuelle nette du placement est nulle (les flux actualisés de décaissement et d'encaissement se compensant). Il se calcule, conformément à la formule suivante, avec :

- à l'entrée, le prix acquéreur constaté en début d'exercice de la période considérée, PA ;
- sur la période, les revenus distribués, R ;
- à la sortie, le dernier prix cédant ou la valeur de retrait constaté(e) au terme de la période considérée, PV ;
- la période sur laquelle le calcul du TRI est réalisé, t.

Le TRI se calcule de la façon suivante :

$$-PA + \sum_{n=1}^t \frac{R_n}{(1+TRI)^n} + \frac{PV_t}{(1+TRI)^t} = 0$$

Taux de distribution sur valeur de marché (DVM)

Le taux de distribution sur la valeur de marché de la SCPI est la division :

- (i) du dividende brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année n (y compris les acomptes exceptionnels et quote-parts de plus-values distribuées),
- (ii) par le prix de part acquéreur moyen de l'année n.

Valeurs du patrimoine de la SCPI

« La valeur de réalisation est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur nette des autres actifs de la société. La valeur de reconstitution de la société est égale à la valeur vénale de réalisation augmentée du montant des frais afférents à une reconstitution (hypothèse d'acquisition du patrimoine actuellement sous gestion de la SCPI, dans les conditions actuelles de marché) de son patrimoine » (code monétaire et financier, article L 214-78 al 5).

immovalor ■ ■
GESTION ■ ■

Société de Gestion de Portefeuille

N° Agrément AMF : GP-07000035 du 26/06/2007

Siège Social : Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex

Tél. : 01 85 63 65 55

www.immovalor.fr

Allianz 